

Décryptage

FO : Frédéric Souillot veut croire en la relance du dialogue avec le patronat

Le secrétaire général de Force ouvrière, qui vient d'être renouvelé à la tête du syndicat, a annoncé devant les journalistes de l'information sociale son intention de rempiler pour un troisième mandat au prochain congrès, dans trois ou quatre ans.

[Syndicats](#)

[Protection sociale](#)



Le secrétaire général de Force ouvrière, Frédéric Souillot, à l'ouverture du 26e congrès de Force ouvrière, le 20 avril, à Dijon. (Photo Arnaud Finistre/AFP)

Par [Leïla de Comarmond](#)

Publié le 28 avr. 2026 à 18:57 Mis à jour le 28 avr. 2026 à 19:25

Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

« J'aime bien l'expression 'jamais deux sans trois'. » Le deuxième mandat que Frédéric Souillot vient d'entamer ne devrait pas être le dernier. Il a pris rendez-vous dès à présent dans trois ou quatre ans pour un nouveau renouvellement.

Le secrétaire général de Force ouvrière a vendu la mèche ce mardi à l'occasion d'un rendez-vous organisé par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis). Le leader du troisième syndicat est sorti conforté du [26e congrès](#) qui s'est achevé samedi dernier. Lors de sa réélection par le comité confédéral national (parlement de l'organisation), il a amélioré son score de quelque 10 points, à [plus de 98 % des suffrages exprimés](#).

Domination du camp réformiste

Il n'aura pas radicalement modifié les rapports de force internes. Mais le rendez-vous dijonnais aura tout de même assis un peu plus la domination du camp réformiste. Il a gagné un siège,

montant à dix-neuf représentants au sein de la commission exécutive confédérale, les trotskistes revenant de seize à quinze, le dernier poste étant occupé par un anarchiste.

La surprise est venue de l'absence de la première fédération de Force ouvrière dans cette instance qui constitue la direction élargie de trente-cinq membres du syndicat. Multipliant les conflits juridiques avec d'autres structures de FO, sa fédération des services publics et de santé, qui a ravi à la CFDT sa deuxième place à l'hôpital, aura été largement barrée.

Lire aussi :

[RECIT - Congrès de FO : guerre, RN et développement syndical au coeur des débats](#)

Son secrétaire général, Didier Birig, n'est arrivé qu'à la trente-huitième place sur quarante-trois candidats. Un épisode qui tombe mal alors qu'en décembre doit avoir lieu une nouvelle pesée de la représentativité syndicale dans la fonction publique. Mais pas un conflit de ligne, selon plusieurs sources.

La ligne de la confédération s'inscrit dans la continuité du mandat précédent, avec l'objectif de « redonner la place qui devrait être la sienne à la négociation collective », a confirmé Frédéric Souillot mardi devant l'Ajis. Le dialogue patronat-syndicats patine pourtant depuis de nombreux mois, avec l'annonce récurrente d'ouverture prochaine de négociations qui ne se traduit pas dans les faits et même, récemment, [l'échec de la négociation sur les contrats courts](#). Mais cela ne décourage pas le leader syndical.

« Nous sortirons » de la conférence sur le travail et les retraites

« Quand il y a instabilité politique, ça fait de l'instabilité économique et ça conduit à de l'instabilité sociale, quoi qu'on en pense », assure Frédéric Souillot. Il veut continuer à croire que l'agenda social autonome va se préciser rapidement sur le modèle productif, la protection sociale et l'emploi des jeunes.

Une première réunion de diagnostic sur ce dernier sujet est en train d'être organisée et aura lieu avant la mi-mai, a annoncé le leader de FO. « On est d'accord pour qu'on ait une discussion et qu'on reprenne la gouvernance de notre système par répartition », a-t-il insisté aussi devant l'Ajis, concernant cette fois-ci le système de protection sociale. « Après ça, on réfléchira à comment on fait sur l'Assurance Maladie et après sur la Caisse d'allocations familiales », a-t-il ajouté.

Lire aussi :

[EXCLUSIF - Emmanuel Macron s'apprête à lancer une mission sur le financement de la protection sociale](#)

Frédéric Souillot l'avait déjà dit devant les militants à Dijon, il est également revenu devant l'Ajis sur son intention de quitter la conférence TER (travail, emploi, retraite) à laquelle [le Medef a refusé de participer](#). Une initiative du gouvernement, qui a été la cible de critiques au congrès centrées sur le refus de voir ses travaux utilisés par des candidats à l'élection présidentielle.

« Nous en sortirons », a affirmé le syndicaliste, expliquant qu'il y a aussi des organisations patronales qui se demandent « ce qu'elles y font ». Mais il a maintenu un grand flou sur le moment qui sera choisi alors que la prochaine réunion plénière de la conférence aura lieu le 22 mai.

Leïla de Comarmond

